JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 58 (1917), p. 283-284

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1917__58__283_0>

© Société de statistique de Paris, 1917, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

IV

BIBLIOGRAPHIE

Bernard LAVERGNE : ***L'Union commerciale des Alliés après la guerre*** (1).

Par cet ouvrage dédié à la mémoire d'un frère tombé dans les premiers jours d'août 1914, M. B. Lavergne apporte une contribution sérieuse à l'examen du problème économique de l'après-guerre.

La guerre actuelle a précisé et intensifié une situation visible déjà auparavant, savoir la formation au centre de l'Europe d'un bloc économique, l'Austro-Allemagne, formation à laquelle il est nécessaire de répondre au point de vue économique, comme il a fallu répondre par la force sur les champs de bataille. Cette réponse économique, c'est la constitution de l' « *Entente douanière interalliée* ».

Y a-t-il danger à la réalisation de cette entente, en d'autres termes les puissances contractantes ont-elles plus à perdre qu'à gagner dans sa conclusion? C'est ce que l'auteur examine d'abord (1re partie), en parlant de la lutte douanière contre l'Allemagne. Cette lutte est ou plutôt sera facile et profitable aux pays alliés. En premier lieu, l'Allemagne ne possède pas certains métaux indispensables à l'industrie et que seuls détiennent les Alliés : minerais de zinc, platine, nickel, et de plus elle fait une énorme consommation de minerais de fer dont un quart seulement provient du sol allemand proprement dit. Que la France redevenue maîtresse des mines lorraines

(1) Paris, Félix Alcan, 1917.

prive l'Allemagne de l'exportation du fer et l'industrie germanique est mortellement atteinte. Nous ne devrons permettre l'exportation de notre minerai vers l'Allemagne qu'en échange d'une importation de houille à un prix déterminé. De cette manière, l'Empire, au lieu d'avoir à la disposition de son industrie près de 50 millions de tonnes de minerais, serait réduit à 16 millions. Dans l'ensemble du mouvement commercial, les pays alliés auront moins à souffrir de la fermeture du marché allemand que l'Allemagne de la fermeture du marché allié. C'est ce que M. B. Lavergne prouve par une série de tableaux statistiques, dont il ressort que le groupe allié n'effectue avec le bloc ennemi que 17 % du total de ses exportations, tandis que le bloc ennemi fait avec les Alliés 43 % des siennes; ce double taux est à peu près le même pour les importations. Conclusion : « Les Alliés effectuent avec le bloc ennemi le sixième ou le septième de leur commerce d'exportation comme d'importation. L'Austro-Allemagne effectue avec eux la moitié de son commerce étranger. » Cette situation est encore devenue plus favorable depuis l'entrée en guerre à nos côtés des États-Unis.

Dans la deuxième partie de son travail, M. B. Lavergne expose les conditions de l'« Entente douanière interalliée ». Laissant de côté l'Angleterre, il examine à quelles conditions pourra se faire cette entente entre Alliés protectionnistes. En estimant à 20 % de la valeur de la marchandise le taux général des droits de douane, ce taux serait de 12 à 14 % entre les Alliés, il serait maintenu à 20 % pour les neutres ayant la clause de la nation la plus favorisée et porté à 30 % à l'égard des neutres n'ayant pas d'accord commercial; enfin les produits de l'Austro-Allemagne seraient frappés de droits variant de 60 à 80 %. Pour appuyer ce tarif prohibitif, on n'aurait qu'à prendre exemple sur certains tarifs des États-Unis. Il est à peine besoin de dire que les États alliés doivent prendre des précautions pour chacun et pour l'ensemble contre le *dumping* allemand et tout procédé similaire.

La conclusion de M. B. Lavergne est la défense du protectionnisme, après comme avant la guerre, discussion de faits et de doctrine dans laquelle nous n'avons pas à entrer. Nous croyons, comme lui, qu'il est aussi légitime que prudent de la part de la France de prendre toutes précautions contre l'envahissement ouvert ou déguisé des produits ennemis. Mais peut-on réaliser entre Alliés une fédération économique permanente? Sans doute, la bonne volonté sur laquelle compte l'auteur peut beaucoup; elle ne peut cependant pas empêcher la différence de production des États et de cette dissemblance peuvent résulter des intérêts divergents. Enfin que va être demain la situation exacte de l'Angleterre vis-à-vis de ses colonies? Que sortira-t-il de la formation de cette vaste union économique, de ce Zollverein britannique qui embrassera plus du quart de la population du globe? Que feront à leur tour les États-Unis, la Russie, pour ne parler que des grands pays producteurs, nos alliés? Ce sont là autant d'« inconnues » qui ne rendent pas facile la solution du problème économique de l'après-guerre.

P. M.

***

Nomenclature des Journaux et Revues (1)

L'*Argus de la Presse*, poursuivant ses travaux documentaires, vient, grâce à la sûreté et à l'étendue de son organisation, d'éditer dans un volume méthodiquement ordonné la *Nomenclature des Journaux et Revues*, en langue française, ayant continué à paraître pendant la guerre 1914-1917. C'est une œuvre que tous les professionnels voudront parcourir. (*Communiqué.*)

(1) Un vol. de 280 pages. 37, rue Bergère, Paris.

Le Gérant : R. STEINHEIL

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — AOUT 1917